

PREMIERS ÉCHOS DE COMPTES RENDUS DU CONSEIL NATIONAL (P. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

14 juin • MANIFESTATION NATIONALE DES RETRAITÉS

Pour exiger l'annulation de la hausse de la CSG et la fin du gel des pensions

CSG

**Hold-up sur les retraites
Ce n'est pas aux retraités de payer !**

Depuis le 1^{er} janvier,
**60% des retraités ont vu
leur pension baisser,
parfois de plusieurs
centaines d'euros par an :**
**Parce-que Macron fait le choix des riches
POUR EUX, C'EST LE JACKPOT !**

**3 milliards de
cadeaux** ←

-  **Suppression de l'impôt sur la fortune**
-  **Exonération sur les lingots d'or**
-  **Exonération sur les yachts**

Forfait hospitalier, déremboursement
des médicaments, CSG... Ça suffit !
Ce sont les profits qui doivent financer
la Sécu, pas les retraités !



Jeudi 14 juin, les retraités seront dans la rue à l'appel des neuf organisations de retraités. Ils exigent du gouvernement l'annulation de la hausse de la CSG, ainsi que la fin du gel des pensions. En l'espèce, pour certains retraités, les deux facteurs combinés ont entraîné une diminution de leur pouvoir d'achat de plusieurs centaines d'euros par an. Cette situation n'est pas tenable quand, en même temps, le gouvernement multiplie les cadeaux fiscaux aux riches à travers la suppression de l'ISF pour les titulaires de portefeuilles boursiers ou le plafonnement de l'imposition sur les dividendes à 30 %.

**À Paris, la manifestation partira de la
place de l'Opéra, à 14 h 30, en
direction de la place de la République.**

Par ailleurs, vous pouvez signer la pétition *Pour une loi de finance rectificative, qui annule la hausse de la CSG pour tous, qui met fin au gel des pensions en les revalorisant.*

<http://www.retraitesencolere.fr/>

Agenda du PCF

**Aides aux révisions du Bac : De
nombreuses sections ouvrent
leurs portes aux bacheliers**

13 JUIN : Étape tour de France des
hôpitalaux à Lariboisière, Paris
• Contre la fermeture de la bou-
tique d'EDF à Ivry-sur-Seine
• Manif et barbecue des chemi-
nots, Villeneuve-Saint-Georges
14 JUIN : Manifestations avec les
retraités

**15 JUIN : AVEC LES CARREFOUR
PARTOUT EN FRANCE.
AG DES ACTIONNAIRES PORT
DES DOCKS D'AUBERVILLIERS**

- Exposition Bella Ciao, 7 rue de Nemours, Paris 11^e
- Lancement de la quinzaine des Fiertés LGBT+COX, 15, rue des Archives, Paris 4^e
- 16 JUIN :** Solidaires avec les cheminot-e-s
- Fête des libertés, Camping Parc des Libertés, 4682 route de l'Isilon la Barthelasse, Avignon (84)
- Fête des luttes, 65, rue St-Bernard, Lille (59)
- 22 JUIN :** Manifestations pour les hôpitalaux et les Ehpad
- 23 JUIN :** Convergences des services publics, place de la République, Paris
- Fête de la Saint-Jean, place des Fêtes, Paris 19^e

SOUSCRIPTION

Je verse : €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Ville :

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien

75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

**Si vous êtes imposable vous
pouvez déduire 66 % de ce montant.**

ELAN : Une loi qui câline les lobbys au mépris du droit au logement

Il aura fallu pas moins de 88 heures, de jour comme de nuit, pour examiner les 66 articles qui constituent le projet de loi Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) et qui balayent, dramatiquement, d'un revers de main 120 ans d'histoire du logement de notre pays pour faire la part belle aux lobbys de l'immobilier et de la finance.

Dans le peloton de tête des priorités des Français, le logement, droit à valeur constitutionnelle, n'est désormais plus qu'un « bien marchand », un « bien d'usage », un « bien de consommation » dans l'esprit et la lettre du gouvernement et de sa majorité parlementaire. Cette mutation sémantique est loin d'être anecdotique, c'est une grave dérive. Il fait de la mobilité le synonyme de la précarité, de la simplification, celui de la dérégulation, de la réorganisation des organismes HLM, celui du démantèlement... Bref, ce changement de vocabulaire est en réalité un changement de philosophie. Celle qui consiste à faire croire que c'est en confiant les clés au seul marché que l'on va régler la crise du logement dans notre pays, avec moins d'entraves et de régulation possible.

Lors de la conférence du consensus, censé préfigurer le projet de loi Elan, j'avais proposé aux ministres de faire des comparaisons, du « benchmarking », avec nos voisins européens pour voir le résultat de cette confiance aveugle faite au marché. Ma proposition n'avait pas été retenue. Et pourtant, elle aurait permis de constater qu'en Espagne, en Italie, en Grèce, au Royaume-Uni, et même en Allemagne, la crise du logement est bien plus importante qu'en France, et que tous nous envient le modèle économique et social de notre politique du logement. Un modèle basé sur une économie mixte qui tient sur deux jambes : l'une publique et l'autre privée, et qui se soutiennent mutuellement pour marcher.

Hélas, le bulldozer En Marche en a décidé autrement, au risque d'aggraver la crise du logement. Une crise qui touche 12 millions de personnes dont 2,8 millions vivent dans des conditions de surpeuplement, sans confort et dans une immense précarité du logement.

Nous le savons tous, le marché n'a pas de morale, il est aveugle à l'intérêt général. La force de la loi est donc justement de lui servir de « canne blanche » en le régulant. C'est pourtant tout le contraire de ce texte. Un texte qui réduit les normes, notamment d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap – ce qui revient à les assigner au rez-de-chaussée de nos immeubles –, qui abaisse le pouvoir des architectes, qui appauvrit le rôle des Architectes des Bâtiments de France (ABF), qui affaiblit le pouvoir des maires en renvoyant les décisions à des structures qui n'ont la légitimité ni de la souveraineté populaire ni du suffrage universel et qui ont prouvé par le passé les graves dérivés dont elles étaient capables : architecture de tours et de barres, saignées autoroutières...

Ce projet de loi qui se veut très technique dispose d'une pou-



tre maîtresse bien politique. Celle de la réorganisation des organismes de logement social. La majorité parlementaire n'aime pas les HLM. Elle les considère comme une anomalie. Alors, avec la loi de finances, elle avait voté l'acte I de leur affaiblissement – en leur prenant plus de 3 milliards d'euros. Voici désormais l'Acte II, avec entre autres l'obligation faite aux organismes HLM de moins de 15 000 logements de se regrouper au sein de mastodontes, et de vendre massivement du patrimoine pour pouvoir subvenir à ses besoins que sont gérer, entretenir et construire. Pour y parvenir, ce projet de loi autorise notamment la vente HLM dans les communes ne respectant pas la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain). Une atteinte grave et historique à cette loi qui va fêter prochainement ses dix-huit ans. Un détricotage que la droite n'a pas pu faire, mais qu'En Marche exécute sans complexe. Durant ces longs débats, le groupe des députés communistes s'est opposé farouchement à toutes les évolutions néfastes qui étaient proposées, et a présenté près de 270 amendements pour tenter d'infléchir la direction. Presque en vain. Seules véritables consolations, les mesures coercitives contre les marchands de sommeil, issues de notre proposition de loi¹ que nous avons proposé et qui ont été votées à l'unanimité.

Le projet de loi s'en va maintenant au Sénat... Nous le savons déjà, En Marche ayant ouvert un boulevard, la droite s'attachera encore un peu à la loi SRU. Malheureusement, l'abbé Pierre n'est plus là pour peser de la puissance de sa conscience et de sa force symbolique sur les débats. La crise du logement dans notre pays a de beaux jours devant elle pour le plus grand plaisir des lobbys et le malheur des mal-logés, des défenseurs du droit au logement, et de la cohésion de notre territoire. ❖

Stéphane Peu
député communiste de Seine-St-Denis

1. Proposition de loi présentée lors de la niche parlementaire du groupe GDR le 8 mars 2018.

30 juin et 1^{er} juillet

Le retour de la Fête du Château à Nice

L'an passé, la Fédération des Alpes-Maritimes avait été obligée d'annuler sa fête fédérale à cause des surcoûts dus à la sécurité nécessaire pour tout événement public à Nice depuis le terrible attentat de juillet 2016 sur la promenade des Anglais. À ce moment-là, la Fédération avait communiqué que l'on ne pouvait abandonner l'idée de cette fête et qu'il fallait travailler à un nouveau projet pour 2018. Peu de gens y croyaient, mais une fenêtre s'est ouverte avec une délibération au conseil municipal de Nice qui permet d'aider les associations au coût de la sécurité. Ainsi, après plusieurs rendez-vous avec le cabinet du Maire de Nice, la création d'une association « Les ami-e-s de la Fête du Château », plusieurs rendez-vous avec la préfecture, nous avons réussi à faire accepter notre projet avec un système de sécurité raisonnable qui laissera tout l'espace de liberté habituel du site remarquable de la colline du château.

Les communistes retrouvent leur fête sur le site remarquable qui surplombe la mer, le port et le vieux Nice. C'est un immense défi politique, financier et populaire que les communistes des Alpes-Maritimes sont en train de relever. D'ailleurs, la presse locale souligne que samedi 30 juin sera très politique avec le conseil national de LR à Menton et le retour de la fête du Parti communiste à Nice. Cette fête sera la 71^e et elle est depuis plusieurs années présentée comme le grand événement politique, festif et populaire du début d'été. Ce sont des milliers de personnes qui viennent déambuler sur cette colline du château, dans cet espace de liberté où l'entrée est gratuite ; les propos sont vifs et colorés et l'espace ombragé.

Cette année, ce sera au moins 9 débats en 2 jours sur l'espace débat de la Fédération, en présence de Pierre Laurent le samedi et Marie-Christine Vergiat le dimanche. Nous ouvrirons d'ailleurs cette fête samedi midi avec la verticale du château, une course de quelques km organisée par la FSGT, nos fidèles partenaires pour les animations sportives du week-end. Ce sera aussi 14 concerts sur 2 scènes différentes avec une tête d'affiche Volodia sur la grande scène le samedi soir.

Nous aurons le plaisir d'accueillir plus de 50 stands, d'associations, de partis politiques, de syndicats, avec une nouveauté cette année, un espace dédié aux luttes que nous appellerons « le village des luttes », avec au centre de ce village le stand des cheminots. « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait ». C'est la phrase que l'on s'est répétée mais aussi que l'on nous a souvent répété plusieurs fois pour arriver à ce retour. Nous pouvons aussi maintenant vous présenter l'affiche qu'Ernest Pignon Ernest a eu la gentillesse de nous offrir.

Alors, certes, nous avons encore besoin d'un petit coup de pouce financier, et n'hésitez pas à participer à notre financement participatif pour relever ce défi avec nous sur le site suivant www.okpal.com/fete-du-chateau-2018 ou en nous adressant un petit soutien aux Ami-e-s de la Fête du Château : 6, rue Balatchano, 06300 Nice. ❖

Cécile Dumas
secrétaire départementale



29 et 30 juin - Rencontres de Douchy-les-Mines (Nord)

Deux journées d'université populaire, culturelle et politique

« Nous considérons que nous ne pourrions mener la révolution contre-libérale qu'en remportant la bataille des consciences et des idées », déclare l'Appel public à participer à cette initiative. « Le renouvellement des pratiques d'éducation populaire vise à nous libérer des prêt-à-penser réactionnaires. » D'où ces deux jours de rencontres pour mener la bataille culturelle et politique. Ce qui veut dire la bataille des idées contre l'extrême droite ; la lutte contre l'hégémonie des idées de concurrence, de domination, de compétition, de guerre économique ; la reconquête citoyenne, en permettant au peuple de se réapproprier ses désirs et ses rêves.

L'Appel définit ainsi les objectifs des rencontres imaginées par les communistes et leurs amis : Permettre à tous ceux qui le souhaitent, militants ou non, de témoigner de leur parcours et de

leur expérience. Clarifier ce qu'ils veulent faire ensemble. « Un autre monde est à créer qui prendra peut-être 20 ans à naître. » Les luttes ont besoin de grandes aspirations, de perspectives sur le long terme. Imaginer et ouvrir des chantiers qui répondent aux urgences mais aussi des pistes qui permettront de transformer dans la durée et en profondeur les liens d'humanité qui fondent notre société.

« Participer à ces Rencontres, dit encore l'Appel, c'est prendre part à un grand festin, celui de l'éducation populaire, qui libère la parole, forge l'esprit critique et ouvre la voie à l'émancipation en participant à l'union de la politique, du social et de la culture dans un esprit chaleureux et fraternel. »

Pour s'inscrire : lesrencontresdedouchylesmines.fr ! Et page facebook. ❖

Congrès

Premiers échos du Conseil national

Le CN des 2 et 3 juin avait un agenda chargé : adoption de la proposition de base commune, élection de la délégation pour la commission des candidatures et de la commission de transparence, modalités de représentativité au congrès, résolution sur les élections européennes, résolution sur les luttes. La proposition de base commune est un texte court, organisé en thèses, histoire d'aller à l'essentiel, de trancher comme on dit les problèmes politiques posés. Le CN a aussi décidé d'intégrer des encarts intitulés « En débat » sur trois sujets (bilan, stratégie, directions) avec l'objectif de construire sur ces questions des réponses collectives. Le texte se présente moins comme un texte d'analyses (des « Cahiers du congrès » ont cet objectif) qu'un texte « fondamental ». Il se propose de répondre à trois questions : Communistes de 2018, qui êtes-vous ? Que voulez-vous ? Comment procédez-vous ? Une première partie rappelle que « le capitalisme nous entraîne au désastre » – ce qui rend impérieux un processus de dépassement – et affirme : « le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle ». La seconde partie explore les chemins révolutionnaires dans la France de notre temps : mise en mouvement consciente du plus grand nombre, conquête des pouvoirs, initiative communiste et rassemblement majoritaire, analyse enfin des forces en présence. La troisième partie dessine le PC à construire pour ce siècle nouveau, comment en faire un outil efficace.

Ces travaux du CN sont actuellement présentés et débattus dans les départements ou les sections. C'est le cas notamment en Essonne où s'est tenu le Conseil départemental en présence d'Isabelle De Almeida, présidente du CN du PCF, et d'Amadou Deme, premier secrétaire. Entretien avec ce dernier.



Communistes

COMMENT S'EST TENU LE CD ?

AMADOU DEME :

Il y avait du monde. Dans la dernière période, on tournait autour d'une petite trentaine de personnes. Là on a fait un effort de rappel, on était autour de 45 (sur 52). Isabelle De Almeida a donné les éléments sur la réunion du CN et elle a présenté le texte. Beaucoup de camarades n'avaient pas encore eu le temps de découvrir la base commune. Il y a eu débat. Deux, trois camarades ont dit leur désaccord. Mais j'ai trouvé qu'il n'y avait pas de fracture au plan départemental. Les batailles menées collectivement (logement, santé, services publics) n'y sont pas pour rien. Je crois que tous les participants sont conscients que si les communistes ne s'unissent pas, ne se rassemblent pas, ce serait dangereux.

Je crois qu'on a un texte qui permet au plus grand nombre de communistes de participer. Il y a un effort pédagogique pour maîtriser le sens de ce qu'on est en train de faire qui est apprécié. A la différence peut-être d'autres congrès, où souvent on n'allait pas au fond des débats, ici on veut faire effort pour que chaque communiste maîtrise la situation. Il nous faut mener à la fois une bataille de proximité et une bataille théorique, il faut mener les deux, ne pas opposer débat de stratégie et combat pour changer la vie.

Communistes

COMMENT TU VOIS LA SUITE DES DÉBATS ?

A. D. : On va aller vers des AG de sections ou d'intersections ou de circonscriptions. Les directions ne doivent pas se contenter de convoquer des réunions. Si la

fédération dit simplement aux sections de faire des comptes rendus, ça ne marchera pas. Il faut arriver à faire réfléchir tout le monde. Chaque communiste doit être en état de connaître le texte, de dire son mot, d'apporter sa réflexion. Sinon, le risque c'est qu'une petite partie du Parti maîtrise les débats et les autres se retrouvent un peu hors jeu. Il ne faut pas se contenter des cinq ou dix membres qui viennent



Dans les Hauts-de-Seine, la rencontre se déroulait en présence de Pierre Laurent et du premier secrétaire départemental, Pierric Annot.

toujours en AG de section. Au-delà de la convocation et du SMS, il faut joindre tous les adhérents, les uns après les autres ; il faut que le maximum d'entre eux soient présents aux réunions. Il faut leur montrer tout l'espace qui est le nôtre aujourd'hui, celui de la gauche de transformation sociale. La venue de Macron chamboule tout le paysage politique (et ce n'est pas fini), mais on pense qu'on a un espace à occuper. Les gens cherchent une issue. Tissons des liens avec eux, faisons en sorte qu'ils nous (re)découvrent. Il faut redonner aux adhérents la fierté d'être communistes (on l'a bien vu lors de la manif du 26). Leur montrer nos ambitions pour 2020 par exemple. En Essonne, on a trois villes à direction communiste ; on ambitionne quinze ou vingt, c'est possible. Si tout ça est partagé, l'état d'esprit des communistes change complètement. On a tout pour réussir, il faut y croire. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

Calendrier

- Université d'été, Angers, 24-26 août
- Fête de l'Humanité, 13-16 septembre
- Vote de la base commune, 4-6 octobre
- Congrès national, 24-26 novembre, Ivry

PLANÈTE

Espagne • Après la chute de Rajoy, le défi d'une alternative de changement démocratique



Le 1^{er} juin, Mariano Rajoy était renversé par le vote d'une motion de censure déposée par le PSOE, bénéficiant du soutien circonstanciel d'une majorité de députés issus à la fois de Unidos Podemos et de ses alliés, jusqu'aux nationalistes basques et indépendantistes catalans. Cette défiance légitime était devenue indispensable dans un contexte politique d'une exceptionnelle gravité, après le verdict de la justice espagnole qualifiant de « système de corruption généralisée », le vaste réseau de financement illégal, connu comme « trame Gürtel », impliquant le Parti populaire. Ce vote et l'investiture de Pedro Sanchez comme Président du conseil qui s'en est suivi pourraient – si le nouveau pouvoir s'attelait à répondre aux principales aspirations immédiates des peuples d'Espagne – ouvrir la voie à un processus de régénération démocratique conduisant à l'indispensable changement progressiste dont le pays a besoin.

Il faudrait d'abord que le nouveau gouvernement socialiste prenne les premières décisions aptes à inverser les politiques d'austérité et de régression sociale menées par la droite au pouvoir depuis 2011 et qui se sont traduites, notamment, par un chômage et une précarisation du travail accrus et des coupes massives dans les dépenses publiques et sociales. Les syndicats qui avaient prévu de manifester le 16 mars contre la politique salariale, la réforme du travail et

des retraites du gouvernement précédent, veulent peser en ce sens. Tout comme sont significatives, à l'instar de l'extraordinaire mobilisation féministe du 8 mars, les dynamiques citoyennes et d'alternative sociale en cours, qui peuvent contribuer, elles aussi, à impulser un changement politico-institutionnel progressiste face à la consolidation réactionnaire des droites.

En ce qui concerne le conflit territorial dû en particulier à la situation politique en Catalogne, toujours très tendue, l'exi-

“L'ouverture d'un dialogue constructif doit s'imposer”

gence de l'ouverture d'un dialogue constructif doit s'imposer. Il est nécessaire et urgent d'aboutir à des accords politiques qui reconstruisent une coexistence entre les peuples d'Espagne et qui définissent un État que, pour leur part, les communistes, avec d'autres, souhaitent républicain et fédéral.

L'actuelle législature sera forcément transitoire étant donné le rapport des forces au Parlement où le Parti socialiste est très minoritaire et n'a pas souhaité s'appuyer sur un accord

avec les forces de progrès telles que celles réunies autour de Unidos Podemos. Les enjeux sont donc importants. Les élections régionales (communautés autonomes), municipales, européennes de 2019, tout comme les législatives de 2020, probablement anticipées, seront décisives pour consolider les espoirs de changement progressiste ou a contrario, la continuité voire l'aggravation des politiques libérales et conservatrices. Les mesures de régénération démocratiques, tout comme les mesures sociales à court terme que le gouvernement de Pedro Sanchez pourrait annoncer risquent d'être bloquées par une droite, sonnée certes, mais d'autant plus radicalisée. D'où l'impératif de l'intervention populaire et citoyenne pour battre en brèche les mesures répressives de la droite et desserrer l'étau des contraintes financières imposées par la gouvernance actuelle de l'UE.

Les obstacles sont nombreux sur le chemin de « l'Unité populaire », mais tel est le défi d'une alternative pour un véritable changement démocratique que doivent se donner les forces progressistes espagnoles. ✪

*José Cordon
Relations internationales-Europe*

Quoi d'autre que Macron ?

Depuis le lancement du livre *Macron, entreprise de démolition* (éditions de l'Atelier), le 18 janvier à Paris (13^e), le dernier débat en Ariège était la 45^e étape. Sacrée tournée ! Avec des déplacements parfois acrobatiques, surtout depuis Pau, une seule déprogrammation, de très nombreux échanges, la participation des acteurs des luttes, de belles rencontres.

Quelques premiers enseignements

Après un propos liminaire présentant le livre, il est très vite question de l'actualité politique et sociale. Ces soirées ont confirmé la nécessité de bien analyser la manière dont Macron et sa majorité législative exercent le pouvoir. Quelles spécificités, nouveautés ? Pour quel projet d'ensemble ? La « verticalité » macronienne, sa communication, la manière dont le Parlement et les « corps intermédiaires » (syndicats, élus locaux) sont traités, le rouleau compresseur des « réformes » pour imposer à la hussarde un changement en profondeur de société... tout cela est pointé et débattu. Le plus souvent à partir d'une actualité, d'un propos présidentiel, d'une séquence médiatique, parlementaire, sociale. Nous avons encore des efforts à produire pour penser le macronisme, la manière dont ce pouvoir agit, ce qu'il prépare, la façon dont il nourrit la recomposition politique, s'assurant un espace central, flanqué des deux extrémités d'une « omelette » qu'Emmanuel Macron compte servir lors des prochaines élections européennes.

Mieux comprendre pour mieux riposter. Les débats autour du livre, en présence et avec la participation des acteurs des luttes, ont été rythmés par l'actualité du mouvement social, des ripostes, des actions engagées à l'échelle des territoires. Les syndicalistes cheminots ont, lors de tous ces débats, proposé un éclairage précis sur les enjeux de cette réforme tout en portant, avec des exemples précis, une véritable ambition pour le développement du rail dont notre pays a besoin. Au cours de mes déplacements, j'ai pu faire le constat de l'immense gâchis provoqué par la casse accélérée du ferroviaire public pour les voyageurs et les marchandises. Et, partout dans le pays, les propositions des défenseurs du ferroviaire (cheminots, usagers, élus locaux) expriment avec force les besoins sociaux, territoriaux et environnementaux, en terme de mobilité et d'aménagement des territoires. Quand le diagnostic se fait à l'échelle d'une commune, d'une agglomération, d'un département, on peut prendre la juste mesure des enjeux avec, d'un côté, l'archaïsme du projet gouvernemental ne répondant qu'à une interconnexion des grandes mégalopoles pour les « premiers de cordée », et, de l'autre, des trains, des lignes et des gares pour nos vies.

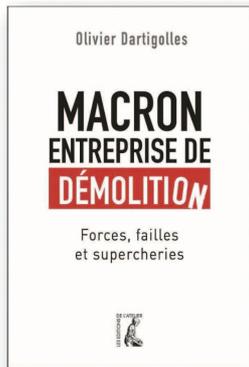
De très nombreuses luttes se sont exprimées lors des débats. Je ne peux toutes les citer. Elles témoignent de la combativité dans notre pays, de la passion française, évoquée dans le livre, pour l'égalité, de la résistance face au mépris de classe, des ripostes pour le droit à la santé, à l'éducation, au logement, à la culture... J'ai envie de dire, à la dignité, tant ce qui est aujourd'hui contesté par le pouvoir est tout simplement la dimension humaine, la possibilité de vivre, d'avoir des projets, un épanouissement, une liberté à décider de sa vie. Certaines luttes ont trouvé un écho régulier lors de ces débats. C'est le cas des hospitaliers et, plus largement, de tout ce qui touche à l'accompagnement des personnes les plus fragiles. Comme le tour de France de nos parlementaires a pu en faire le constat précis, notre système de santé est au plus mal. À chaque fois, les témoignages d'agents hospitaliers, de salariées intervenant en Ehpad ont provoqué une grande émotion. Parfois

de la sidération quand les mots, les illustrations disent l'inhumanité. Il y a eu des moments forts : à la Souterraine avec un représentant syndical des GME5, à Lesparre, dans le Médoc, avec une belle convergence politique, syndicale et citoyenne pour défendre une ligne du quotidien (Bordeaux-Le Verdon), à Saint-Brieuc pour le droit à vieillir dans la dignité sous la forme d'un forum citoyen qui a fait salle comble.

Reste une question : Quoi d'autre que Macron ? C'est celle de l'alternative, d'une nouvelle espérance progressiste, d'un avenir qui ne soit pas qu'une série de luttes défensives. Je retiens une phrase, prononcée par un participant à l'un des débats : « Nous ne voulons plus être acculés mais en capacité d'agir pour autre chose... » Autre chose... Les propositions alternatives au macronisme ne manquent pas. Sur bien des questions et à toutes les échelles (nationale, européenne et mondiale), le camp progressiste n'est pas sans solution pour prendre une autre direction à celle voulue par les marchés financiers. Certes, il nous faut continuer à travailler, à élaborer, en associant le plus grand nombre de citoyens, les réponses d'avenir face aux

grands défis de la période. Mais, lors de ces soirées, la principale tension, la question qui fut le plus sous les braises est celle d'une réponse politique à la hauteur, d'un processus permettant réellement et durablement une évolution du rapport de force idéologique et politique, avec l'objectif de victoires et d'une nouvelle majorité. Avec quelle pratique ? Quel type de relation et d'action entre les différents partenaires ? Comment créer, rapidement, des convergences fortes et crédibles sur des questions essentielles ? Avec quel travail au cœur de la société ? Avec quel rôle pour le Parti communiste ? Quelle ambition pour l'avenir de notre combat politique ? Lors de ces débats, les inquiétudes se sont mêlées aux espoirs, les préoccupations aux raisons d'espérer. Avec, lors de toutes ces soirées, une qualité d'écoute entre les participants, une disponibilité pour approfondir les sujets débattus. Merci aux militantes et militants, aux camarades qui, à l'échelle d'une section locale ou d'une fédération départementale, ont organisé ces débats autour du livre. Ils furent l'occasion de rencontres, de discussions franches et d'une belle fraternité. ✪

Olivier Dartigolles



MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries, Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations, Règlement à l'ordre du PCF à :
 PCF - 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations
Pour des débats autour du livre :
 Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)
PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE
 8 JUILLET, TARNOS, LANDES (40)
 17 AOÛT, LOCTUDY, FINISTÈRE (29)

Pas couché

À méditer cette phrase de John Le Carré : « Le territoire le plus rude pour moi, ces temps-ci, c'est l'Amérique où l'on me présente comme anti-américain, antisémite, anti-Dieu et anti tout et tout le monde. Défendre mon image là-bas est à peu près aussi utile que de déclarer : Non, je ne suis pas un pédophile. » Voici comment l'Amérique traite cet écrivain surdoué, à qui certains pensent pour un prochain prix Nobel de littérature. Fustigé parce qu'il refuse de s'aligner sur les standards US, parce qu'il critique l'atlantisme béat aujourd'hui tant à la mode, parce qu'il ne se couche pas devant l'oncle Sam – ce que fait si bien le Président Macron –, parce qu'il dit ce qu'il pense des provocations du gouvernement israélien. Curieusement (?), cette phrase avait disparu de la version française des Mémoires de l'auteur, *Histoire de ma vie*, publiés au Seuil en 2016. Comme l'a écrit sa traductrice Isabelle Perrin, ça n'a pas été retenu « tant il détonnait par sa causticité et, peut-être, son honnêteté sans fard... » Cette dernière rétablit le texte dans les Cahiers de l'Herne consacrés à John Le Carré. ✪

Gérard Streiff



Parlementaires communistes TOUR DE FRANCE DES HÔPITAUX

13 juin 9 h : HÔPITAL LARIBOSIÈRE À PARIS (PIERRE LAURENT)

14 juin : CH de Morlaix - Lannion

15 juin : CH de Saint-Brieuc - Strasbourg - Dinan

25 juin : CH de Lorient

Fête fédérale des Bouches-du-Rhône